

**Nations unies - Conseil de sécurité -  
Les risques liés aux effets du  
changement climatique pour la paix  
et la sécurité internationales -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies**  
(New York, 11 juillet 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaiterais tout d'abord vous remercier d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat au Conseil sur la problématique du changement climatique et de ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. C'est un sujet essentiel que nous devons traiter avec toute l'attention qu'il mérite.

Je tiens également à remercier la Vice-Secrétaire générale, Mme Amina Mohammed, pour son importante présentation mais aussi pour son engagement et son action dans la lutte contre le dérèglement climatique. Je remercie aussi chaleureusement le Ministre en charge des ressources en eau d'Irak, Dr. Hassan Janabi, et Mme Hindou Ibrahim, pour leurs interventions très éclairantes et inspirantes.

Madame la Présidente,

Plus un jour ne passe sans qu'un nombre croissant d'entre nous soit victime des impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Si les événements climatiques extrêmes sont souvent les plus visibles, d'autres phénomènes aux effets moins immédiats, tels que les sécheresses, la salinisation des sols ou la montée des eaux, contribuent à la dégradation des terres, à l'érosion côtière ou à la baisse des ressources en eau. Ces impacts négatifs sur les ressources naturelles, dans le contexte de populations et d'économies vulnérables, peut générer ou réactiver des conflits entre communautés, provoquer des déplacements de population, et menacer la paix et la sécurité internationales.

Les interventions de grande qualité que nous avons entendues ce matin le rappellent de façon criante : les impacts du changement climatique multiplient les risques qui pèsent sur la stabilité internationale. C'est déjà une réalité vécue durement dans de nombreuses zones du monde, du Sahel au Moyen-Orient. Mais c'est aussi une menace pour de nombreuses autres régions, aujourd'hui stables, mais qui subiront demain les impacts d'un changement climatique dont nous n'aurions pas su prévenir les effets sur la stabilité de nos pays et de nos sociétés.

Dans ce contexte, Madame la Présidente, je souhaiterais partager avec vous, au nom de la

France, cinq messages principaux ce matin :

1- Mon premier message est un appel à l'action. Comme l'ont souligné les intervenants, la menace résultant du changement climatique pour la paix et la sécurité internationale est un fait objectif que nous ne pouvons nier. Ces effets se font déjà durement sentir et vont mécaniquement s'accroître. A partir de là, nous ne pouvons pas détourner le regard. Notre responsabilité collective est bien de prendre ce défi existentiel à bras le corps et d'utiliser tous les outils à notre disposition pour répondre à cette menace. Il y a urgence car chaque jour perdu augmente l'intensité de la menace.

2- Mon deuxième message porte sur le débat institutionnel qui revient souvent dans nos interventions sur le sujet. Face à l'urgence et à l'importance des enjeux, nous devons dépasser les arguties institutionnelles. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doivent s'exprimer sur cet enjeu de paix et de sécurité internationales qui nous concerne tous. Mais je veux rassurer tout le monde : que nous discussions ici des effets du changement climatique sur la sécurité internationales ne remettra nullement en cause la Convention cadre des nations unies sur le changement climatique ou l'Accord de Paris, qui restent le cadre multilatéral de référence pour la lutte contre le changement climatique. À cet égard, je voudrais rappeler à tous ceux qui sont concernés que la priorité est de ratifier l'Accord de Paris et qu'il nous reste collectivement à adopter les règles d'application de l'Accord de Paris en décembre prochain sous la présidence polonaise de la COP24. C'est une condition essentielle pour maintenir la dynamique positive qui s'est ouverte à Paris en 2015 dans la lutte contre le changement climatique et pour que chaque pays mette en place des politiques climatiques ambitieuses, comme c'est déjà le cas pour beaucoup de pays, comme la Chine par exemple.

C'est ainsi que nous pourrons tenir notre engagement collectif de contenir l'élévation de la température moyenne en dessous de 2°C et si possible de 1,5°C.

3- Mais lorsque nous parlons des impacts du changement climatique sur la sécurité et la paix internationales, et c'est mon troisième message, nous sommes bien dans une démarche de prévention des conflits. Ici à New York, la communauté internationale doit s'en saisir et décider d'agir de manière coopérative pour faire face aux effets sur la sécurité et la paix internationale des impacts du changement climatique et pour mettre en place une véritable diplomatie préventive afin d'y faire face. Et je veux à cet égard soutenir avec force la vision et l'ambition du Secrétaire général sur la prévention des conflits et le continuum de paix qui doit pleinement intégrer l'ensemble des facteurs déstabilisateurs, y compris ceux liés aux effets du changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité.

4- Mon quatrième message, Madame la Présidente, porte sur les moyens à mettre en oeuvre pour que les Nations unies disposent de solides capacités d'analyse. En ce sens, nous nous félicitons des progrès accomplis au Conseil ces derniers mois, reconnaissant les effets néfastes du changement climatique dans plusieurs régions, qu'il s'agisse du Bassin du Lac Tchad, de la Somalie ou du Mali, et appelant à une meilleure évaluation et gestion des risques liés aux changements climatiques et écologiques. Ces avancées doivent désormais se traduire concrètement. Cela suppose que les Nations unies développent leurs capacités à analyser ces risques pour nous alerter, pour chaque région du monde, des risques pour la sécurité résultant des changements climatiques. La vice-Secrétaire générale nous a rappelé l'action remarquable qu'elle a engagée avec la stratégie intégrée pour le Sahel. La France soutient pleinement et

accompagne activement cet effort majeur et essentiel. Notre ambition est d'élargir cette approche à d'autres régions du monde. Il est aussi désormais nécessaire de passer à l'étape suivante, et de formuler des recommandations de mesures qui seront mises en oeuvre par les gouvernements nationaux, les agences des Nations unies, et les organisations régionales, pour à la fois prévenir les effets des changements climatiques sur la sécurité, et pour protéger et restaurer la biodiversité.

5- Enfin, et ce sera mon cinquième message, c'est l'ensemble du système des Nations unies qui doit être mobilisé sur ces enjeux liés aux implications sécuritaires du changement climatique. Le secrétariat des Nations unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont une responsabilité commune sur ce sujet. Ils doivent s'appuyer sur l'ensemble des agences et des institutions spécialisées dans le domaine de l'environnement - avec le PNUE, le climat - avec la CCNUCC, l'OMM, le GIEC, l'agriculture - avec la FAO - et la désertification - avec la Convention des Nations unies contre la Désertification - afin d'établir des analyses pertinentes, de proposer des pistes d'action et de les mettre en oeuvre sur le terrain.

Madame la Présidente,

Madame la Vice-Secrétaire générale,

Je souhaiterais en conclusion vous assurer de l'engagement résolu de la France à vos côtés pour construire une diplomatie multilatérale du 21ème siècle qui intègre pleinement les impacts du changement climatique dans une démarche de prévention des conflits.

Face à cette réalité et à la réalité du changement climatique, qui constitue l'un des plus grands défis de notre temps, nous devons avancer les yeux ouverts et nous devons avancer tous ensemble.

Je vous remercie./.